



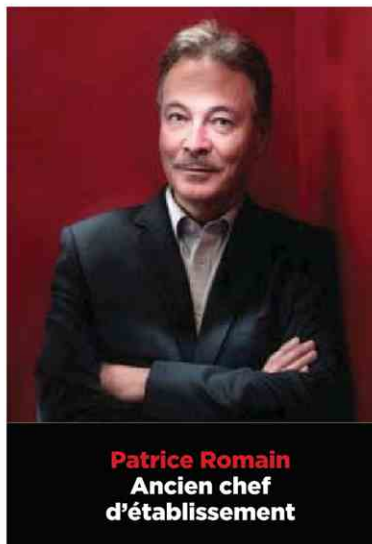
EN COUVERTURE

Patrice Romain : « C'est le règne du "pas de vagues" »

Document. Dans « Requiem pour l'Éducation nationale », cet ancien principal de collège dénonce les lâchetés de sa hiérarchie.

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS BASTUCK

Fils d'un facteur et d'une guichetière dans un bureau de poste, ayant grandi dans une cité de Seine-Saint-Denis, Patrice Romain est un pur produit de la méritocratie républicaine. « Toute ma scolarité s'est déroulée dans le public. Je n'ai pas pris l'ascenseur mais l'escalier social », confie-t-il avec humour. Repéré par ses professeurs, il devient instituteur, franchit plusieurs marches pour finir principal de collège. Dans un livre en forme de journal de bord, parfois drôle et souvent désespéré (*Requiem pour l'Éducation nationale*, Cherche Midi), ce chef d'établissement, à la retraite depuis peu, dénonce les « renoncements » de l'institution qu'il a servie durant quarante-trois ans, la « lâcheté » de ses chefs et, surtout, la remise en question de la laïcité, au nom d'une « bienveillance » démagogique qui, selon lui, viserait surtout à « ne pas faire de vagues ». Il avoue : « J'ai dit ce que j'avais sur le cœur ; j'aimerais qu'en le refermant, le ministre se dise : "On est allés trop loin, ça ne peut plus continuer comme ça, on va rectifier le tir." On peut rêver, non ? » Entretien sur le vif.



Patrice Romain
Ancien chef d'établissement

Le Point: Le constat que vous dressez sur la laïcité à l'école est rude :

« J'ai vu l'islam pratiquer l'entrisme dans notre école. De compromis en compromissions, le ministère rend la tâche des enseignants laïcs de plus en plus difficile. »

Patrice Romain : C'est un fait, la laïcité perd insidieusement du terrain à l'école, chaque jour. Entre le parent extrémiste qui va faire pression sur l'établissement et le professeur qui va tenter de lui résister, la hiérarchie va, la plupart du temps, donner raison au premier. C'est le règne du « pas de vagues ». J'ai pu constater, dans ma carrière – et les incidents se sont multipliés ces dernières années – qu'à chaque fois qu'un parent a voulu placer son dieu au-dessus du règlement intérieur du collège, mes chefs ont cédé.

Avez-vous des exemples ?

Une gamine refuse d'aller à la piscine pour cause de religion. J'appelle l'inspectrice, qui me dit : « C'est pas normal, M. Romain. » Je lui réponds : « C'est bon, alors, j'y vais, je rentre de-

dans ? » Et là, le ton change : « Vous savez, M. le principal, par les temps qui courent, tout rappel à la laïcité peut être considéré comme un acte antimusulman. » Voilà ce qu'un inspecteur d'académie me dit ! Donc, rappeler les règles de la laïcité, c'est être contre les musulmans. Tout est dit. Et je suis très pessimiste.

Pour quelle raison ?

Parce que rien ne change ; ça empire, au contraire. Ceux qui luttent se découragent, il y a une sorte de fatalisme. Peu avant de partir à la retraite, j'ai entendu une inspectrice, référente laïcité dans notre académie, nous dire au cours d'une journée de formation : « Finalement, si on avait laissé le voile aux collègiennes, on n'aurait pas tous ces problèmes. » Elle a le droit de le penser, mais alors elle n'est pas la mieux placée pour être « référente » sur le sujet !

Vous dénoncez « la lâcheté » des institutions face à la peur d'être taxé de racisme. « L'Histoire jugera sévèrement nos lâches décideurs actuels », dénoncez-vous. « C'est à cause de cette hiérarchie caponne, qui demande à ses subalternes d'abdiquer dès qu'un parent intégriste proteste, que la laïcité recule chaque jour subrepticement. »

Je persiste et l'affirme : Samuel Paty n'a pas été soutenu par la hiérarchie. Trouvez-vous normal que le maire de Trappes se soit introduit dans l'enceinte d'un lycée public pour y distribuer des tracts ? François Fillon – je précise que je ne suis pas un aficionado – avait eu une position ferme : pas de voile au collège. Avant lui, M. Bayrou avait décrété courageusement qu'il fallait négocier, ce qui nous mettait dans une position intenable, car on sait bien qu'on ne négocie pas avec un intégriste. Quand l'interdiction a été décrétée,

on a eu des problèmes à la rentrée, beaucoup moins à la suivante et à présent, les choses sont claires. Soit on dit : les religions entrent dans les établissements ; soit on tient bon sur les principes : pas de voile ni de kippa, tout le monde va à la piscine et en cours d'éducation sexuelle, ici, c'est laïc, et on règle les problèmes.

À vous lire, on en est loin. Vous dites : « La bienveillance dont on nous demande de faire preuve est contre-productive : plutôt que d'éduquer les élèves étrangers aux valeurs de la République, qui leur permettraient de s'intégrer réellement, on les laisse s'ancrer dans leur culture d'origine pour ne pas les traumatiser et on les laisse, un peu perdus, aux mains de ceux qui font du prosélytisme antifrçais. »

Un petit Centre-Africain arrive, soit vous lui dites : bienvenue

KHANHI RENAUD POUR « LE POINT »



dans la République française, c'est compliqué mais vous l'intégrez; ou alors vous lui dites: on va être bienveillant avec toi, et, pour ne pas le traumatiser, on le laisse dans sa culture. Eh bien moi, je pense que cette deuxième solution est une erreur. Si le communautarisme progresse, c'est parce que l'Éducation nationale ne joue plus son rôle de creuset universel. Ce qui me gêne le plus, voyez-vous, c'est de voir que les paroles et les actes ne sont plus du tout en adéquation. On ne peut pas décréter «l'école est laïque» et tolérer qu'une jeune fille n'aille pas à la piscine ou qu'un papa refuse que son fils puisse préparer un exposé sur la mythologie, comme je l'ai vu. C'est impossible.

Vous évoquez cet imam du quartier de votre collège où vous veniez d'être nommé, qui recommandait aux jeunes filles de venir voilée en leur faisant croire que votre prédécesseur le tolérait...

Il a tenté le coup! Il faut bien comprendre que les intégristes, les ultrareligieux, quels qu'ils soient, considèrent toute forme de bienveillance comme une marque de faiblesse.

Vous dénoncez aussi l'intrusion de plus en plus violente des parents, notamment dans les procédures disciplinaires, et on finit toujours par leur donner raison.

Il y a beaucoup de professeurs compétents et engagés, mais ils sont bridés. Un conflit éclate entre un professeur et un enseignant, les parents vont prendre la défense de leur petit chéri – c'est aujourd'hui la norme. Systématiquement, si le conflit va plus haut, la hiérarchie va leur donner raison. Évidemment, quand dix fois de suite on demande au professeur de laisser faire, la onzième fois, il dit: «Bon, ben d'accord.» Je ne dis pas que l'institution donne raison aux parents par principe; son but est de ne pas faire de vagues. Chaque décision semble dictée par cet impératif. Un assistant d'un établissement voisin, roué de coups par deux élèves, a l'outrecuidance de vouloir porter plainte. La collègue l'en dissuade, mettant en jeu le renouvellement de son contrat à la fin de l'année, si la justice devait se saisir de l'affaire. Un professeur m'alerte par écrit des relations équivoques qu'un de ses collègues entretiendrait avec des adolescents. J'en informe aussitôt l'académie. Première réaction: «Faites en sorte que les parents d'élèves ne soient pas au courant!» Il y a aujourd'hui deux mantras dans l'Éducation nationale: le «pas de vagues» et l'égalitarisme.

Vous avez grandi en Seine-Saint-Denis. Instituteur, vous avez emprunté «l'escalier social» pour finir votre carrière comme principal de collège. Vous avez scolarisé vos enfants à l'école publique et ces derniers se posent aujourd'hui des questions sur la pertinence d'y scolariser les leurs, à leur tour. Quel constat faites-vous?

Le constat d'un vieux schnock, qui ne se dit pas que «c'était mieux avant», mais qui s'inquiète du décalage de plus en plus grand qu'il observe entre les valeurs pour lesquelles il a voulu entrer à l'Éducation nationale et les valeurs que cette institution véhicule à présent.

Égalitarisme forcené, refus de toute récompense au mérite, pédagogie de la bienveillance... Pour vous, l'Éducation nationale donne de moins en moins la possibilité aux enfants issus de milieux simples ou défavorisés de s'élever.

Exactement. Ce qui me désole, c'est qu'on se préoccupe des élèves en difficulté, en y mettant – à juste titre – d'énormes moyens, mais que l'on ne prête plus du tout attention au gamin qui pourrait être excellent et qui est en souffrance dans son collège de REP (réseau d'éducation prioritaire). Si, dans ce type d'établissement, vous trouvez un potentiel polytechnicien, eh bien il ne sera pas polytechnicien. Toute sa scolarité, il n'aura étudié que 20% de son temps puisque le reste du temps, ses professeurs l'auront passé à faire de la discipline; au final, quand il intégrera sa prépa, il aura des années de retard par rapport à ceux qui auront bénéficié d'une scolarité plus favorable.

Cette question vous tarade, en effet: le gamin brillant de Seine-Saint-Denis pourra-il réussir Polytechnique?

Ce n'est pas une question, j'ai la réponse. Et je trouve ça profondément injuste. Pourquoi des millions de parents déjouent-ils la carte scolaire pour mettre leurs enfants à tel endroit plutôt qu'à tel autre ou dans le privé? Ça veut bien dire que l'enseignement n'est pas le

même partout. Or on parle bien de l'Éducation «nationale».

La bienveillance est plutôt une qualité. Vous lui consacrez un chapitre et la dénoncez telle qu'elle se pratique...

Mes professeurs étaient très exigeants. Leur bienveillance, c'était d'être dur avec moi, car ils avaient décelé un petit potentiel et savaient que j'étais un peu feignant; ils ont tout fait pour tirer de moi le maximum et je leur en suis infiniment reconnaissant. Pour moi, la bienveillance, c'est la carotte et le bâton; c'est le contraire de la complaisance.

Il ne faut pas désespérer de tout. Vous citez l'exemple du petit Mohammed, que vous prenez sous votre aile et qui rêve de devenir chirurgien.

Je cite cet exemple mais ce n'est pas du tout une exception. Cet élève est dans un collège avec beaucoup d'enfants en difficulté et, comme il travaille bien, c'est la tête de Turc de la classe. Il se fait tabasser, déprime, il se scarifie et ses résultats chutent. La maman demande à ce qu'il change d'établissement, mais la hiérarchie refuse. Je passe outre et l'accueille dans mon collège. En six mois, ce gamin est redevenu un excellent élève. ■■■

« Pour moi, la bienveillance, c'est la carotte et le bâton; c'est le contraire de la complaisance. »





■■■ **Vous dénoncez la politique des lycées parisiens, qui trient leurs élèves sur le volet, en violation de toutes les règles de la carte scolaire. Détruire ces îlots d'excellence, est-ce la solution?**

Non. Il faut garder les lycées d'excellence, mais faire aussi en sorte que tous les excellents élèves de France aient la possibilité de suivre d'excellentes études. Or ce n'est plus le cas, malheureusement. Une amie a été reçue avec sa fille par le proviseur du lycée Henri-IV et a vanté «une excellente élève». Le proviseur lui a répondu: «Enfin, oui, une excellente élève d'Orléans.»

Pour vous, pas de doute: le niveau des élèves baisse, quoi qu'en disent les statistiques... Vous relatez cette anecdote édifiante. Un inspecteur recadre un professeur de lettres de troisième: «Victor Hugo? Mais il y a trop de vocabulaire! Ils ne comprennent rien! Vous n'avez pas un texte plus facile à leur faire étudier?»

Vous vous rendez compte? Victor Hugo, le plus grand poète français! Cela dit, on a bien eu un ministre qui a dit que l'Histoire de France commençait à la Révolution française.

Les statistiques sont votre bête noire... À vous lire, l'Éducation est le royaume de la triche et du bidouillage des chiffres. Au final, le ministre reçoit les statistiques qu'il souhaitait obtenir.

L'Éducation nationale est quelque chose de très pyramidal. Chaque région est dirigée par un recteur nommé en Conseil des ministres; chaque département est dirigé par l'inspecteur d'académie. La durée de vie d'un ministre, c'est un ou deux ans; ce qu'il veut, ce sont des résultats immédiats. Les recteurs sont là pour faire du chiffre, les inspecteurs touchent une prime confortable s'ils les atteignent (50 000 euros par an). Et la carrière et les mutations des chefs d'établissement ne dépendent que des inspecteurs d'académie. Comment se faire bien voir? D'abord, en ne faisant pas de vagues, puis en affichant de bonnes statistiques. Un inspecteur d'académie nous a dit en réunion un jour: «Le ministre veut que les chiffres valident sa politique.»

L'exemple du diplôme national du brevet, que vous qualifiez tour à tour de «diplôme national du bluff, de la baisse et des bisounours», est particulièrement édifiant.

Il y a cette collègue de REP qui avait obtenu 97% de réussite dans son collège, le meilleur score du département. Elle me dit: «Patrice, je crois que j'y suis allée un peu fort!» Elle avait tellement pipeauté ses notes de contrôle continu qu'elle s'est laissée déborder. Ce qui est terrible, c'est que le gamin à qui on offre un diplôme dans une pochette surprise n'est pas idiot. Il est là, en classe, il ne comprend rien du tout – et ce n'est pas méprisant de ma part que de le dire – puis fin juin, on lui dit qu'il a le brevet. Mais lui, au fond, il sait bien qu'il ne le mérite pas. Quelle confiance peut-il avoir ensuite dans l'école?

Vous l'écrivez: «Il y a tout de même une majorité écrasante de personnels sérieux et consciencieux» dans l'Éducation nationale. Avec un tel livre, ne craignez-vous pas d'être contre-productif, de nuire à la réputation de cette école publique, laïque et républicaine à laquelle vous vous dites si attaché?

Vaille que vaille, l'Éducation nationale tient debout, grâce aux centaines de milliers de profs qui font plus que ce qu'ils devraient. Si vous leur dites demain: «C'est bon, vous recouvrez votre autorité», 99% sauteront au plafond. La plupart sont extrêmement sérieux, ils subissent et c'est justement pour ça qu'il faut dénoncer le reste, ce qui se passe au-dessus d'eux ■

